

A Paris, le 16 novembre 2020

[Communiqué – Journée Mondiale des Toilettes 2020]

EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE : LE RÔLE DE NOS ÉLU.E.S LOCAUX CONTRE LA PANDEMIE

Le 19 novembre marque la Journée Mondiale des Toilettes et rappelle l'importance d'un accès universel à des toilettes et à l'hygiène. Cette journée revêt en 2020 une importance toute particulière : 10 ans après la reconnaissance par les Nations Unies des droits humains à l'eau potable et à l'assainissement, la situation reste critique : 4,2 milliards de personnes dans le monde, 2 personnes sur 3, vivent encore sans accès à des toilettes adéquates !

UN ACCÈS ENCORE INSUFFISANT À L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE, EN FRANCE ET DANS LE MONDE

La pandémie de Covid19 nous rappelle chaque jour la nécessité vitale de l'eau ainsi que les injustices qui y sont liées : comment éviter la propagation du virus en se lavant régulièrement les mains, si un accès à l'eau et à l'hygiène n'est pas garanti ? Les milliards de personnes dans le monde qui n'ont pas accès à ces services essentiels sont exposés de manière exacerbée à la pandémie du coronavirus, mais également à de nombreuses autres maladies pourtant évitables comme la diarrhée, le choléra, la rougeole, la pneumonie ou encore l'hépatite A.

2 milliards de personnes n'ont pas accès à des installations sanitaires élémentaires (toilettes avec chasse d'eau, fosses septiques, etc...) et plus de 600 millions de personnes pratiquent encore la défécation à l'air libre. L'accès à l'assainissement est souvent délaissé par les gouvernements et les politiques car considéré comme tabou.

Et la France est concernée avec, en métropole, 250 000 personnes vivant dans la rue. Plus largement, 870 000 personnes n'ont pas accès à des toilettes (en grande majorité en zones urbaines). En Outre-Mer, la situation est encore plus préoccupante : 47% des habitants de Mayotte n'ont pas de toilettes à l'intérieur du logement et 10,3% de la population guyanaise vit au quotidien sans accès à des toilettes.

LES ÉLU.E.S PEUVENT ET DOIVENT AGIR ICI ET LA-BAS !

L'enjeu est grand mais heureusement des solutions existent ! Les collectivités françaises ont des compétences majeures et des leviers pour agir pour l'eau sur leur territoire ainsi qu'à l'international.

Dans le cadre de la campagne « L'eau est un droit ! », lancée il y a un an lors de la Journée Mondiale des Toilettes 2019, un [collectif de 30 associations](#) a sollicité les candidat.e.s aux élections municipales pour qu'ils s'engagent sur un [Manifest'eau](#) de 5 [recommandations](#). Au final, 152 signataires ont été élu.e.s en Métropole et en Outre-Mer, dont 52 maires (Bordeaux, Tours, Poitiers, Lyon, Grenoble, Lille, Rennes, etc.).

Des pistes sont proposées pour avancer : déploiement d'installations publiques d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les espaces publics et lieux collectifs, tarification progressive et sociale de l'eau pour aider les ménages les plus pauvres, raccordement des zones d'habitation informelle à l'eau courante, soutien à des projets de coopération décentralisée pour l'eau et l'assainissement avec des collectivités étrangères, par exemple via le mécanisme du 1% solidaire eau.

Au travers d'une vidéo, lancée le 19 novembre, la campagne « l'eau est un droit » interpelle les élu.es pour aller vers des politiques ambitieuses pour un accès universel à l'eau et à l'assainissement ici et ailleurs.



POUR ALLER PLUS LOIN

- Plus d'informations sur le site leauetundroit.fr et sur Twitter (@EauDroit).

CHIFFRES CLES :

- La région européenne compte **313 millions de personnes sans accès à des services d'assainissement gérés en toute sécurité** en 2017. 130 millions de personnes n'ont accès qu'à des installations sanitaires élémentaires et 7 millions n'ont accès qu'à des installations sanitaires limitées. (*Commission statistique des Nations Unies*)
- **72% de la population africaine** n'a pas accès à des installations sanitaires élémentaires à domicile (latrines, toilettes). La défécation à l'air libre reste une réalité quotidienne pour 1 personne sur 2 au Tchad et au Niger. (*OMS/UNICEF 2019*)
- **3 milliards de personnes** ne peuvent se laver les mains à domicile : 1,6 milliard de personnes ont un accès limité à du savon et de l'eau, 1,4 milliard n'a aucun accès à l'eau et à du savon.
- En Afrique sub-saharienne, **plus de 50% de la population** n'a pas un accès de base à des installations de lavage de mains avec de l'eau et du savon. (*OMS/UNICEF 2019*)
- Chaque année, la diarrhée causée par la consommation d'une eau sale, en raison du manque d'assainissement, tue environ 361 000 enfants de moins de cinq ans, soit plus de **1 000 enfants par jour**. (*Factsheet drinking water, OMS*)
- **34% des écoles dans le monde** ne disposent pas de services élémentaires d'assainissement et **47% des écoles** ne disposent pas de services élémentaires d'hygiène. (*OMS/UNICEF 2019*)

DEFINITIONS CLES

- Définition d'un « service d'assainissement géré en toute sécurité »: utilisation d'une installation sanitaire améliorée (toilettes à chasse d'eau vers un réseau d'égout ou une fosse septique, latrine améliorée à fosse ventilée, latrine à fosse avec dalle, toilettes à compostage), où les excréments sont éliminés en toute sécurité in situ ou transportés et traités hors site, non partagée avec d'autres ménages et qui dispose d'un dispositif de lavage des mains avec du savon.
- Définition d'« installations sanitaires élémentaires »: utilisation d'une infrastructure d'assainissement améliorée (toilettes à chasse d'eau vers un réseau d'égout ou une fosse septique, latrine améliorée à fosse ventilée, latrine à fosse avec dalle, toilettes à compostage) et non partagée.